

Le CIDEM est un collectif d'associations qui a pour but de promouvoir le civisme et revitaliser la démocratie. En tant que centre national de ressources pour l'éducation à la citoyenneté, le CIDEM développe une collection d'ouvrages pour donner des repères essentiels et l'envie d'en savoir plus. Cette collection se décline en six grandes thématiques : Droits, Mémoire, Europe, Solidarité fraternité, Développement durable et Démocratie citoyenneté.

Tous les ouvrages de cette collection sont disponibles sur le site du CIDEM : www.cidem.org

REPÈRES POUR ÉDUIQUER

DROITS

Respecter la dignité et les droits de chacun.

MÉMOIRE

Connaître le passé pour éduquer à la citoyenneté aujourd'hui.

EUROPE

Être citoyen européen.

SOLIDARITÉ FRATERNITÉ

Agir au quotidien et vivre ensemble.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Agir et comprendre pour les générations futures.

DÉMOCRATIE CITOYENNETÉ

Participer à la vie démocratique.



civisme
et
démocratie
www.cidem.org



16, boulevard Jules-Ferry - 75 011 Paris
Tél. : 01 43 14 39 40 – Fax : 01 43 14 39 50

Guy Môquet

et les jeunes dans la Résistance

Préface
de Raymond Aubrac

Entretien avec Raymond Aubrac



Raymond Aubrac. Engagé dès 1940, dans la Résistance, avec sa femme Lucie. Fondateur du mouvement Libération-sud.

Parmi les résistants, on trouve de très nombreux jeunes, parfois à peine adolescents, comme Guy Môquet. Qu'est-ce qui motive un jeune, en 1940, à s'engager dans la Résistance ?

L'univers des jeunes est multiple, et leur engagement dans la Résistance est presque toujours une décision individuelle. Pour tenter de comprendre ce qui leur advint pendant l'occupation, ne faut-il pas d'abord se souvenir de ce qui s'inscrivait dans leur imaginaire ?

De quels jeunes s'agissait-il ?

Sauf des exceptions, ils avaient au minimum 18 ans en 1944, c'est-à-dire que nous pensons à des garçons et des filles de 14 ans au moins en 1940. À cet âge, on commence à être sensible non seulement à l'environnement familial, mais aussi aux événements extérieurs à la famille, à ce qui se passe autour d'elle, dans la communauté locale et aux principaux événements du pays lorsque les remous sont assez intenses pour atteindre chacun et chacune.

Or les jeunes de ces années-là ont

sentiment que le monde bougeait, dès avant que la guerre n'éclate. Au plan intérieur, les luttes politiques avaient été assez vigoureuses pour entraîner des changements dans la société française, avec le Front populaire et ses réformes. Au niveau international, la montée des régimes fascistes en Italie et en Allemagne et la guerre d'Espagne étaient des événements assez forts pour être ressentis par tous comme une menace, même par les jeunes adolescents. Puis la guerre, et plus encore, pour eux comme pour tous, le choc de la défaite. Toutes les familles de France ont été affectées par l'exode, le déferlement des réfugiés, les deux millions de prisonniers de guerre et l'arrivée des occupants.

Malgré la figure (momentanément) rassurante du maréchal Pétain, l'image de la France était bien altérée, chez les jeunes et chez les moins jeunes. Les problèmes matériels s'imposaient à toute la population : regroupement des familles, ravitaillement avec le développement du marché noir, angoisse du lendemain. On était témoin – et parfois victime – des lois d'exception, de l'absence d'information sur ce qui se passait dans le monde, de la perte des libertés, et d'une propagande effrénée et mensongère qui discréditait la parole officielle. On subissait l'humiliation d'une défaite collective et le poids d'une présence hostile, qui exploitait directement ou indirectement les ressources du pays.

Qu'est-ce qui anime ces jeunes quand ils entrent en résistance ?

Pour s'engager en résistance, il faut d'abord constater l'injustice et la contrainte, et puis prendre la décision de transgresser les lois tout en acceptant les conséquences, autant

qu'on peut les imaginer. Contraintes et injustices, tous ceux qui vivaient là les ressentaient, sauf une petite minorité qui en profitait. Mais la transgression est une étape plus difficile...

En fait la transgression, c'est-à-dire la désobéissance, passage franchi par tous les résistants de l'intérieur ou hors de France (y compris par le général de Gaulle), est une épreuve (ou une expérience ou parfois un plaisir) qui n'est pas la même pour tous. Celui qui est chargé de famille ou de responsabilité devra prendre une décision plus difficile. Les jeunes, garçons et filles, se heurtent à moins d'obstacles, y compris lors de leur examen de conscience. On pourrait en conclure qu'ils sont plus libres, mais ce n'est pas toujours vrai. Il y a aussi l'influence de la famille, ou celle de l'école ou des camarades. L'expérience a montré, dès les premières années de l'occupation et sans attendre le choc recruteur du Service du travail obligatoire (STO) que les jeunes, particulièrement sensibles à l'injustice, rejoignirent nombreux les premières organisations de la Résistance (mais il faut noter qu'en général celles-ci avaient été initiées et étaient animées par des adultes).

Était-ce aussi l'attraction pour l'aventure, ou le goût du risque, ou le sentiment d'impunité ? Peut-être faudrait-il examiner le comportement des jeunes suivant leurs différentes catégories. Par exemple, chez les étudiants, une tradition frondeuse et un sens de l'action collective eurent-ils une influence (manifestation du 11 novembre 1940 aux Champs-Élysées) ? Dans certains milieux, il existait une motivation particulière. C'était le cas de ceux dont les parents avaient été les victimes de la répression politique ou raciale : militants de gauche (communistes, syndicalistes...) ou familles d'origine juive (réfugiés d'Europe de l'Est, familles israéliennes). On veut venger les parents ou suivre leur exemple. Ce fut le cas

de Guy Môquet, dont le père, communiste, avait été arrêté. « *Nous entrerons dans la carrière quand nos aînés n'y seront plus...* »

Le recrutement des jeunes hommes dans la Résistance change de dimension avec le STO. Mobiliser tous les hommes d'une classe d'âge pour les envoyer travailler en Allemagne, c'était une contrainte menaçante pour chaque individu. Beaucoup durent partir, mais beaucoup refusèrent. Ceux-là cherchèrent refuge, c'est-à-dire choisirent de désobéir. La Résistance s'employa à les aider, en les regroupant dans ce qui allait devenir les maquis, et en les préparant à combattre. Leur subsistance exigeait un encadrement, des réseaux de ravitaillement, une organisation médicale. En 1943, le STO fut un grand mobilisateur des jeunes et des moins jeunes.

Lucie Aubrac avait raison de dire : « Résister se conjugue au présent. » Ainsi se construisent les citoyens. Raymond Aubrac

Enfin, à l'heure des combats libérateurs de 1944, des milliers de jeunes, transgressant eux aussi les ordres du gouvernement fantôme de Vichy, rejoignirent les maquis combattants et les unités régulières françaises et alliées pour rendre au pays sa liberté.

En quoi le souvenir de ces jeunes résistants représente-t-il un repère essentiel pour éduquer à la citoyenneté aujourd'hui ?

On peut reconnaître que cette génération de jeunes qui avaient au moins 14 ans en 1940 fut en grande partie engagée tôt ou tard dans ce refus du prétendu ordre public, souvent en acceptant des risques, par une réaction de la conscience contre les injustices. Constatant l'injustice, la refuser et la combattre, c'est tout simplement résister.

Ami entends-tu ?

Jeune en l'an quarante



En juin 1940, la France est amputée, morcelée, occupée, désarmée et soumise.

Juin 1940. Après huit mois de « drôle de guerre », l'offensive éclair de l'armée allemande provoque, en six semaines, l'effondrement de l'armée française : près de 100 000 morts, des milliers de blessés, plus de 1,5 million de prisonniers. L'armistice du 22 juin 1940 met fin aux combats mais n'apporte pas la paix. La République est renversée, la France est désormais dirigée à Vichy par le maréchal Pétain, chef de l'État français, qui maintient un semblant d'unité nationale. L'administration est mise au service de l'occupant. L'économie nationale est ruinée : la France doit verser chaque jour 20 millions de marks (frais d'occupation), la plupart des grands centres industriels et agricoles sont situés en zone occupée, ils produisent désormais au profit du Reich, l'occupant réquisitionne sans limite ...

Le gouvernement de Vichy, en zone Sud, dite libre, choisit la collaboration avec l'Allemagne nazie et met en œuvre la Révolution nationale, un régime autoritaire, nationaliste, xénophobe

et antisémite, qui puise aux sources du fascisme. Le slogan *Travail, Famille, Patrie* remplace la devise républicaine.

Partout, la pénurie s'installe, la nourriture est rationnée ; un couvre-feu est institué, les associations dissoutes, les regroupements de plus de trois personnes et les bals interdits, la presse est sous contrôle, la censure omniprésente...

La jeunesse, particulièrement touchée, accepte mal les prémices d'un avenir de misère, d'incertitude et de danger. Essentiellement rurale et ouvrière, cette génération, qui a grandi dans la crise économique et politique des années 30, travaille le plus souvent depuis l'âge de 14 ans – les études supérieures étant réservées à la bourgeoisie. La majorité civile est fixée à 21 ans, et les femmes n'ont jamais voté.

Cette jeunesse est porteuse de valeurs politiques, morales ou religieuses et d'un certain patriotisme, souvent issus de la culture familiale et des mouvements de jeunesse nés dans l'entre-deux-

guerres : scoutisme, Jeunesse étudiante, agricole, ouvrière, chrétienne, Jeunesses communistes...

Il sera des jeunes pour entrer, tôt ou tard, dans le rang, croire à la victoire de l'Allemagne, chanter à pleine voix *Maréchal, nous voilà !* ou pour rejoindre les organisations pétainistes... D'autres vont, très tôt, manifester leur refus de l'inacceptable : ils seront le ferment des premières manifestations de résistance à l'occupation et à l'ordre nouveau, qui s'impose par la force et la violence .

Les premières manifestations

de ce refus sont individuelles, spontanées : graffitis hostiles à l'occupant, éditions de bulletins, de papillons incitant au patriotisme distribués par des lycéens ou étudiants...

C'est l'arrestation de Paul Lan-

11 novembre 1940 : la manifestation des jeunes parisiens venus fleurir la Tombe du soldat inconnu est violemment réprimée par des tirs et des arrestations.

gevin, professeur au Collège de France et militant des droits de l'Homme, le 30 octobre 1940, qui sera l'occasion d'une première manifestation à Paris.

Puis, le 11 novembre, les appels à manifester devant les monuments commémoratifs de la Première Guerre mondiale se multiplient et rassemblent des milliers de jeunes, comme à Paris, place de l'Étoile.

Chronologie

JAUNE Événements liés à la Résistance, BLEU Cadre général, contexte, ROUGE Événements liés à la guerre

23 août 1939 Pacte germano-soviétique

3 sept. Début de la Seconde Guerre mondiale.

26 sept. France : le Parti communiste est interdit.

10 -14 mai 1940 Offensive allemande : invasion des Pays-Bas, Belgique et Luxembourg. L'armée française recule.

Début de l'exode.

Avril Des députés communistes déchus sont condamnés à la prison.

14 juin Les troupes allemandes entrent

dans Paris.

17 juin Pétain appelle à cesser le combat.

À partir du 17 juin

Premiers actes de résistance (tracts, sabotages).

18 juin Premier appel du général de Gaulle à la BBC.

22 juin Signature de l'armistice franco-allemand.

10 juil. L'Assemblée nationale vote les pleins pouvoirs à Pétain. Fin de la III^e République.

22 juil. Loi de Vichy de révision de

naturalisation :

7 000 juifs perdent la nationalité française.

Septembre Entrée en vigueur des cartes d'alimentation.

27 sept. 1^{er} ordonnance allemande imposant le recensement des juifs.

3 oct. Le statut des juifs est promulgué à Vichy. La fonction publique et certaines professions sont interdites aux juifs.

5 oct. Arrestations de communistes en région parisienne.

24 oct. Début de la collaboration d'État.

30 oct. Arrestation de Paul Langevin et manifestations.

11 nov. Manifestation de lycéens et d'étudiants à Paris.

Formation du mouvement Liberté (Sud).

1^{er} déc. Premier numéro de *Libération-Nord*, qui donnera naissance à un mouvement de résistance.

15 déc. 1^{er} numéro de *Résistance* (organisation du musée de l'Homme).

Résister !

Valeurs et diversité

Entrer en résistance en France a souvent résulté d'un choix individuel motivé par l'attachement à des valeurs morales, politiques ou religieuses et par le patriotisme. Les jeunes sont généralement majoritaires dans les différents mouvements. Ils commencent par des inscriptions sur les murs, la distribution de tracts et les actions de propagande – c'est-à-dire la diffusion de la presse libre (clandestine). Puis, beaucoup deviennent agents de liaison, recrutent des volontaires, participent à des commandos de sabotage ou rejoignent les maquis.

Les papillons patriotiques fleurissent sur les murs et les panneaux de signalisation. (DR).

« Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. »

Charles de Gaulle, 18 juin 1940

L'appel du 18 juin 1940, lancé sur les ondes de la BBC par le général de Gaulle, est l'acte de naissance officiel de la Résistance en France. C'est autour de cet officier français qui, depuis Londres, refuse la capitulation et appelle « tous les Français, civils ou militaires à poursuivre la lutte », qu'une armée en exil va se constituer, les **Forces**



Coll. Musée de la Résistance Nationale à Champigny-sur-Marne.

françaises libres (FFL), alors que, simultanément, la résistance intérieure (futurs FFI) se construit à partir de différents réseaux. Les actions des résistants, très diverses, convergent vers deux principaux objectifs :

- exalter les sentiments patriotiques et convaincre les Français que la victoire des Alliés est possible (tracts, papillons, journaux clandestins, manifestations symboliques) ;
- rendre la présence de l'occupant aussi difficile que possible (sabotages, attentats, lutte au sein de maquis).

La Résistance s'organise autour de différents mouvements qui convergent vers l'objectif de la libération. Les sensibilités politiques y sont très différentes. Alors que les réseaux de sociabilité (lycées, universités, lieux de travail, organisations de jeunesse...) confèrent

à chaque mouvement une certaine homogénéité, la clandestinité permet des rapprochements entre des classes d'âge et des origines sociales diverses.

Le tournant de 1942-1943.

Le 11 novembre 1942, les troupes allemandes envahissent la zone sud. Dans le même temps, à partir du débarquement allié en Afrique du Nord, de nombreux jeunes décident de rejoindre l'armée des Forces françaises libres.

En 1943, les réfractaires au STO vont gonfler les rangs des maquis. C'est à cette époque qu'est créée la **milice**, qui seconde l'occupant, la police et la gendarmerie françaises pour traquer les juifs, procéder aux arrestations, ainsi qu'à la répression des résistants, les livrant à la torture, à l'internement, à la déportation ou aux exécutions sommaires.

Libération, organe des mouvements de résistance unis (clandestin), n° 25 du 1^{er} mars 1943, appelle à refuser le **STO**.

Sauvetage et solidarité

Pendant l'occupation, les Éclaireurs israélites s'organisent de manière clandestine : des aînés se regroupent en **maquis**, d'autres réalisent des opérations de sauvetage, comme faire passer clandestinement des juifs en zone non-occupée, ou en pays neutre, transporter des enfants vers des familles d'accueil... Ce type d'actions est aussi le fait d'autres organisations, juives ou non juives : Mireille Albrecht, seize ans, participe avec sa mère Berty à des opérations de sauvetage. Aidées du curé de Vierzon, une série de faux enterrements est organisée : comme la ligne de démarcation passe entre l'église et le cimetière, le « cortège funéraire » conduit des fugitifs en zone libre.

Chronologie

JAUNE Événements liés à la Résistance, **BLEU** Cadre général, contexte, **ROUGE** Événements liés à la guerre

14 mai 1941 Rafle à Paris de 3 700 juifs étrangers.	11 novembre La zone Sud est occupée.	début de la retraite allemande à l'Est.	français de Libération nationale (CFLN), qui devient le Gouvernement provisoire de la République française, en juin 1944.
27 mai Manifeste pour la création d'un Front national : le PCF clandestin déclare soutenir « les efforts orientés dans le sens d'une lutte véritable contre l'oppression nationale ».	16 juillet 1942 Rafle du Vel' d'Hiv'.	16 février début du Service du Travail Obligatoire	1^{er} juin 1944 : création des Forces françaises de l'intérieur (FFI).
2 juin Recensement des juifs en zone Sud.	30 janvier Création de la milice .	27 mai La création du Conseil national de la Résistance (CNR), présidé par Jean Moulin, entérine l'unification de la résistance intérieure.	6 juin Débarquement allié en Normandie.
22 juin Rupture du Pacte germano-soviétique :	02 février Capitulation allemande et victoire soviétique à Stalingrad ;	21 juin Arrestation de Jean Moulin.	15 août Débarquement allié en Provence.
		3 juin Création du Comité	25 août Libération de Paris.

Ami, si tu tombes...

Guy Môquet et ses camarades fusillés

Guy Môquet est le fils du député communiste Prosper Môquet, élu en 1936 dans le XVII^e arrondissement de Paris. En septembre 1939, un mois après la signature du Pacte germano-soviétique, le Parti communiste est interdit. 42 députés communistes, parmi lesquels Prosper Môquet, fondent le Groupe ouvrier et paysan français. Très vite, ils sont arrêtés et incarcérés. Déchu de son mandat de député en janvier 1940, Prosper Môquet est condamné en avril 1940 à cinq ans de prison puis déporté, en mars 1941, au bagne de Maison-Carrée en Algérie.



Prosper Môquet, député des Épinettes (Paris XVII^e) dans les usines en grève en 1936.

Guy reste seul avec sa mère et Serge, son petit frère. Militant des Jeunesses communistes clandestines, il décide d'interrompre ses études au lycée Carnot pour « *prendre la relève* ». Dénoncé pour distribution de tracts, il est arrêté par deux policiers français, gare de l'Est à Paris le 13 octobre 1940. Guy Môquet, qui n'a que 16 ans, est incarcéré à Fresnes et inculpé sous le même chef d'accusation que son père (infraction au décret du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes). Acquitté le 23 janvier 1941 et mis en liberté surveillée, il n'est pas libéré mais interné administrativement à la prison de la Santé à Paris, puis à Clairvaux, dans l'Aube. Le 16 mai 1941, il est transféré au camp de Choisel à Châteaubriant (dans l'actuelle Loire-Atlantique). Le 20 octobre 1941, le Feldkommandant Karl Hotz, un officier de la Wehrmacht, est abattu à Nantes par un jeune communiste. En représailles, l'occupant fusille



Coll. Musée de la Résistance Nationale à Champigny-sur-Marne. Fonds Môquet-Saffray

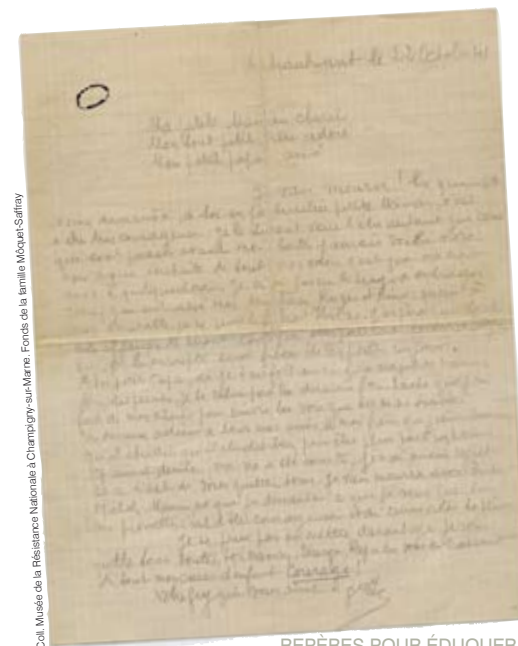
50 otages. Pierre Pucheu, ministre de l'Intérieur du gouvernement de Vichy, dresse la liste des 27 condamnés du camp de Choisel. Parmi eux, Charles Michels, député communiste déchu et Jean-Pierre Timbaud, militant syndicaliste CGT. Le plus jeune est Guy Môquet.

Guy Môquet et ses 26 camarades sont fusillés le 22 octobre 1941 dans la carrière de la Sablière, près du camp. 21 autres le seront à Nantes et à Paris. Ils sont parmi les premiers des quelque 800 otages exécutés en France entre septembre 1941 et décembre 1943.

Guy Môquet devient très vite une figure emblématique de la Résistance. À la Libération, il est cité à l'ordre de la Nation par un décret du général de Gaulle. Des lycées, des rues et une station de métro à Paris portent son nom.

Guy Môquet et ses camarades.
Photo prise à l'occasion de la finale d'un tournoi d'échecs organisé au camp de Choisel, à Châteaubriant, en septembre 1941.

Dernière lettre autographe de Guy Môquet adressée à sa famille et écrite au camp de Choisel à Châteaubriant, le jour de son exécution. 22 octobre 1941.



Coll. Musée de la Résistance Nationale à Champigny-sur-Marne. Fonds de la famille Môquet-Saffray

Ces jeunes qui ont dit non

Lycéens, étudiants, ouvriers ou paysans...

Ce sont les Français qui me livrent, mais je crie "Vive la France", les Allemands qui m'exécutent, et je crie "Vive le peuple allemand et l'Allemagne de demain".

Guido Brancadoro, fusillé le 30 avril 1942, à Loos-lès-Lille, à l'âge de 21 ans.



Marie de Lury-Gauguin

Henri Bajtszok.

Timbre émis en 1959 dédié à la mémoire des lycéens de Buffon.



Musée de la Poste

Qui sont ces jeunes, qui, par milliers, en Europe, en France, de toutes nationalités et de toutes origines entrent en résistance ? Refusant l'ordre nazi, le fascisme, les persécutions antisémites, la fin de la République... Ils refusent donc de vivre à genoux. Réunis autour d'un même désir de liberté et de démocratie, ils offrent leur jeunesse, jusqu'à leur vie, pour défendre leurs idéaux, pour des lendemains qui chantent.

Henri Bajtszok est un très jeune résistant des FTP-MOI. D'abord agent de liaison, il est chargé d'infiltrer un réseau de collaborateurs fascistes et d'éliminer l'un de leurs chefs. Il est arrêté par la police française au cours de cette action. Livré aux autorités allemandes, il est interné à Fresnes, jugé, condamné à mort et fusillé en octobre 1943. Il n'a alors que 20 ans.

Les cinq lycéens de Buffon. Paris 1940. Jacques Baudry, Jean Arthus, Pierre Benoît, Pierre Grelot et Lucien Legros sont élèves au lycée Buffon, à Paris. Âgés de 15 à 18 ans, ils participent à des manifestations patriotiques,

diffusent des tracts... Au printemps 1942, Pierre Benoît et Lucien Legros décident de quitter le lycée pour s'engager dans la Résistance armée : les cinq jeunes poursuivent ensemble leur action. Le groupe est interpellé en juin 1942, mais Pierre Benoît parvient à s'échapper. Blessé lors d'un sabotage, il est finalement arrêté à la fin du mois d'août. Condamnés à mort, les cinq lycéens sont exécutés le 8 février 1943 au stand de tir d'Issy-les-Moulineaux, près de Paris.

Saint-Brieuc, 1942. Une soixantaine de jeunes du lycée Le Braz se regroupent pour manifester leur refus de l'occupant. Bientôt, le groupe passe à l'action armée au sein du Mouvement de libération nationale. Préparant l'attaque de la prison de Saint-Brieuc, ils tuent un soldat allemand. Trois d'entre eux, Georges Geoffroy, Pierre Le Cornec et Yves Salaün sont arrêtés, torturés, puis fusillés au printemps 1944. « J'ai combattu pour un grand idéal : la liberté, écrit Yves Salaün à ses parents. Je mourrai avec la satisfaction certaine de savoir que d'autres achèveront l'œuvre que j'ai, que nous avons commen-

cée, nous tous qui mourrons pour que la France vive. Il ne faut donc pas vous laisser abattre par cette terrible nouvelle, mais relever le front devant l'adversité. »

Dijon. Quatre normaliens de vingt ans (René Romenteau, René Laforge, Jean-Jacques Schellnenberger et Pierre Vieillard) sont arrêtés pour diffusion de journaux clandestins. Ils sont fusillés avec un jeune ébéniste, Robert Creux, en mars 1942, en représailles d'un attentat perpétré par un autre groupe de résistants. En hommage, dans toute la Bourgogne, des maquis prennent alors leurs noms.

Toulouse, 1940. Des élèves du lycée des garçons et de l'école hôtelière fondent le Groupement insurrectionnel français : ils distribuent des tracts, tracent des croix de Lorraine sur les murs du lycée et détruisent les portraits du maréchal Pétain. Deux d'entre eux, Francis Naves et Bruno Trentin, membres des Éclaireurs de France, rejoignent la Résistance armée. Francis Naves participe à la libération de Toulouse.

En juin 1942, de nombreux jeunes sont révoltés par l'ordonnance qui contraint les juifs à porter l'étoile jaune. Certains décident de fabriquer et de porter leur propre étoile. Une vingtaine d'entre eux sont arrêtés et internés au camp de Drancy durant trois mois comme « amis des juifs ».

Henri Fertet a 16 ans quand, durant l'été 1942, il rejoint un groupe de Résistance issu de la Jeunesse agricole chrétienne dans le Doubs. En février 1943, le groupe intègre les FTP (Francs-Tireurs et partisans) sous le nom de Groupe franc Guy Môquet. Arrêté le 3 juillet 1943 et condamné à mort par un tribunal de guerre allemand, Henri Fertet est fusillé à la citadelle de Besançon, le 26 septembre 1943 avec quinze de ses camarades.



Musée de l'École de la Libération, Paris.

Henri Fertet.

La Rose blanche

En 1943, Alexander Schmorell, Sophie et Hans Scholl, Christian Probst et Willi Graf sont étudiants à Munich. Avec l'un de leur professeurs, Karl Huber, ils fondent un groupe sous le nom de *Weisse Rose*, la Rose blanche, et diffusent des tracts appelant à résister contre le régime nazi : « *Le combat de chacun d'entre nous a pour enjeu notre liberté, et notre honneur de citoyen conscient de sa responsabilité sociale [...]. Nous nous dressons contre l'asservissement de l'Europe par le national-socialisme, dans une affirmation nouvelle de liberté et d'honneur.* » (extrait du dernier tract du groupe, février 1943). Ils sont arrêtés en février 1943, condamnés à mort et exécutés. Sophie, la plus jeune du groupe, a alors 22 ans.



Hans Scholl à gauche, Sophie Scholl, et Christoph Probst à droite, membres du groupe «la Rose blanche». Munich, 1942. Source : Gedenkstätte Deutscher Widerstand

« Héros? Peut-on leur donner ce nom? Ils n'ont rien entrepris de sublime, n'exigeant qu'un droit élémentaire, celui de vivre librement dans un monde qui soit humain. » Inge Scholl, La Rose blanche

Les dernières lettres des jeunes résistants condamnés, leur poèmes, nous disent leurs souffrances et leurs espoirs en l'avenir. Cet héritage nous est aussi transmis par des chants, des poèmes, des textes à la mémoire de ces jeunes condamnés qui ont voulu mourir debout, comme ils avaient vécu, et partaient vers la mort en chantant la Marseillaise, le Chant du départ ou l'Internationale.

Vous n'aviez réclamé ni la gloire ni les larmes

En février 1942, quelques mois après l'exécution de Guy Môquet et de ses camarades, Louis Aragon, publie, sous le pseudonyme de témoin des Martyrs, un texte intitulé *le Crime contre l'esprit*, où il fait le récit des derniers moments des fusillés de Châteaubriant. Ce texte est diffusé en France sous forme de tracts et lu à Radio Londres et Radio Moscou.

En 1944, Louis Aragon dédie également à Guy Môquet et à trois autres résistants (Gabriel Péri, Honoré d'Estienne d'Orves et Gilbert Dru), deux chrétiens et deux communistes, son poème *la Rose et le Réséda*.

[...] Celui qui croyait au ciel, Celui qui n'y croyait pas, Tous deux adoraient la belle, Prisonnière des soldats [...]

Paul Éluard, poète et ami de la famille Legros, écrit, en 1944, en hommage à Lucien et à ses camarades lycéens de Buffon :

[...] La nuit qui précéda sa mort Fut la plus courte de sa vie L'idée qu'il existait encore Lui brûlait le sang aux poignets Le poids de son corps l'écoeurait Sa force le faisait gémir C'est tout au fond de cette horreur qu'il a commencé à sourire Il n'avait pas UN camarade Mais des millions et des millions Pour le venger il le savait Et le jour se leva pour lui. [...]

Joseph Kessel et son neveu **Maurice Druon**, qui ont tous deux quitté la France pour rejoindre les FFL, écrivent en 1943, sur une mélodie composée par Anna Marly, les paroles françaises du *Chant des partisans*, qui, fredonné ou sifflé, devient l'hymne de la Résistance.

« Ami, entends-tu le vol noir des corbeaux sur nos plaines ? Ami, entends-tu les cris sourds du pays qu'on enchaîne ? Ohé, partisans, ouvriers et paysans, c'est l'alarme. Ce soir, l'ennemi connaîtra le prix du sang et les larmes. [...] »

Vous tous qui restez, soyez dignes de nous...

Je trahirai demain, de Marianne Cohn



Mémorial de la Shoah/CDC

D'origine allemande, Marianne Cohn a 22 ans en 1944. Membre des Éclaireurs Israélites de France, elle place des enfants dans des familles

non-juives ou les aide à passer en Suisse. Arrêtée à la frontière par la Gestapo de Lyon, en mai 1944, elle réussit à faire s'échapper les 28 enfants qu'elle accompagne. Elle est torturée, puis exécutée le 8 août 1944. Elle écrit ce poème en prison.

« Je trahirai demain, pas aujourd'hui Aujourd'hui, arrachez-moi les ongles Je ne trahirai pas ! Vous ne savez pas le bout de mon courage. Moi, je sais. Vous êtes cinq mains dures avec des bagues. Vous avez aux pieds des chaussures avec des clous. Je trahirai demain. Pas aujourd'hui, Demain. Il me faut la nuit pour me résoudre.

L'Affiche rouge, une affiche de propagande nazie, les désigne comme « l'armée du crime ». Un poème d'Aragon immortalise le souvenir de ces étrangers, combattants du groupe Manouchian (FTP-MOI), exécutés le 21 février 1944 au Mont-Valérien. Les plus jeunes sont alors âgés de 18 ans.



Mémorial de la Shoah/CDC

« Vous n'aviez réclamé ni la gloire ni les larmes Ni l'orgue ni la prière aux agonisants Onze ans déjà que cela passe vite onze ans Vous vous étiez servis simplement de vos armes La mort n'éblouit pas les yeux des Partisans [...] À la fin février pour vos derniers moments Et c'est alors que l'un de vous dit calmement Bonheur à tous Bonheur à ceux qui vont survivre Je meurs sans haine en moi pour le peuple allemand [...] Ils étaient vingt et trois quand les fusils fleurirent Vingt et trois qui donnaient leur cœur avant le temps Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant »

Pratique

En savoir plus

À lire

- KRIVOISSKO Guy : *la Vie à en mourir. Lettres de Fusillés (1941-1944)*. Paris, Éditions Tallandier, 2003.
- THIBAUT Laurence (dir) : *les Jeunes et la Résistance*. Paris, AERI La documentation française, 2007.
- BASSE Pierre Louis : *Guy Môquet, une enfance fusillée*. Paris, Stock, 2000.

Sur le Web

- Le site de la fondation de la Résistance : www.fondationresistance.org
- Le site du ministère de la Défense : www.cheminsdememoire.gouv.fr qui propose en ligne de nombreux documents concernant Guy Môquet, les lycéens de Buffon, la Rose Blanche...
- Des ressources complémentaires sur le site du Cidem, www.cidem.org, rubrique : Parcours civique/Mémoire. Journée du 22 octobre



Musées, lieux ressources, lieux de mémoire

- Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne (94). Le 23 juillet 2007, la totalité des archives de Guy Môquet, de ses parents, Prosper et Juliette, et de son jeune frère Serge (correspondances y compris les dernières lettres, toutes les photographies, dessins, peintures, objets, etc.), a fait l'objet d'une donation de la famille Môquet-Saffray au musée de la Résistance nationale. Cette collection (série 85 AJ – section contemporaine des Archives nationales) est déposée au musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne. www.musee-resistance.com
- Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation à Lyon, 14, avenue Berthelot.
- Le site de La Sablière, classé Monument historique, à 3 km de Châteaubriant (44), lieu de mémoire où ont été fusillés Guy Môquet et ses camarades.
- Guy Môquet est inhumé au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, 97^e division.

Lexique

Collaboration

Politique mise en œuvre par l'État français de coopération avec l'occupant (STO, persécutions antisémites, répression).

État français

ou régime de Vichy, dictature mise en place le 10 juillet 1940 par le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Forces françaises de l'intérieur (FFI)

Regroupement des formations armées de la Résistance sur le sol métropolitain.

Forces françaises libres (FFL)

Regroupement des soldats et civils français ayant rejoint de Gaulle à Londres.

Francs-Tireurs et partisans français (FTP)

groupement d'organisations de résistance créé par le PCF en 1942 (organisations spéciales, Jeunesses communistes, MOI). Les groupes de FTP-MOI (main-d'œuvre immigrée) sont constitués d'étrangers communistes (beaucoup sont des réfugiés juifs) vivant en France, qui ne peuvent intégrer le Parti communiste français.

Maquis

Lieu retiré (forêt, montagne) où se retranchent des groupements armés de résistants, créés à partir de 1942, qui mènent des actions de guérilla contre l'occupant.

Milice

Unité paramilitaire française qui participe à la traque, l'arrestation, la déportation des juifs et des résistants.

Otages

Hommes choisis par les autorités françaises ou allemandes et exécutés en représailles d'actes de résistance. Le code des otages préconise le choix des victimes parmi les communistes ou les anarchistes.

République

Régime fondé sur la souveraineté du peuple et la communauté des citoyens.

Statut des juifs

Lois de ségrégation du gouvernement de Vichy qui excluent les juifs de la vie politique, économique et sociale de la nation.

STO (Service du travail obligatoire)

Service civil qui contraint tous les hommes français âgés de 20 à 30 ans à servir de main-d'œuvre en Allemagne.

Cette publication n'est disponible que par correspondance.

Pour plus d'informations : www.cidem.org (rubrique : "boîte à outils")

© Tous droits réservés MP - Cidem

Direction de la collection : Civisme et démocratie (Cidem). Édité par Malesherbes-Publications, 8, rue Jean-Antoine-de-Bailly, 75212 Paris cedex 13. RCS Paris B323 118 315. Chef de projet : Christine Loreau. Rédaction : Johanna Linsler. Remerciements : Diane Afoumado et Benoit Delaballe, conseils et relecture. Imprimé en France par Morel et Cordurant. 59000 Marcq-en-Barœul. Dépôt légal : septembre 2007. ISBN 978-2-916828-07-7.